

FEBVAY (M. Jean), *Député du Pas-de-Calais* [1^{re} circonscription] (A.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [22 janvier 1955] (F. n° 217) ; Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483) ; membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre, n° 3200. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du 14 avril 1952 relatif au régime fiscal des revenus des capitaux mobiliers, n° 5406. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2624) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la densité de population et du volume global des impôts et taxes payés pour attribuer les crédits destinés à l'entretien et l'amélioration des routes nationales du département du Nord, n° 6421. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3202) de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour établir un service d'autorails pendant la saison d'été sur la ligne Lyon-Croix-Rousse—Trévoux, n° 6422. — Le 3 décembre

1953, une proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France, n° 7367. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 205 du Code civil, n° 7427. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires permettant la mise en chantier d'un paquebot destiné à la ligne de l'Atlantique-Nord, n° 8303. — Le 14 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 6032) réglementant l'exercice de la pêche maritime dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, n° 8462. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 5567) de M. Séralini, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits pêcheurs le bénéfice des allocations familiales au taux des salariés de l'industrie, n° 8799. — Le 7 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir une modification de la « Convention de Londres » du 5 avril 1946, n° 8829. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 août l'échéance fiscale prévue pour le 15 août 1954, n° 8884. — Le 16 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 9736. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 8829) de M. Febvay et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à obtenir une modification de la « Convention de Londres » du 5 avril 1946, n° 10255. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par les lois des 22 septembre 1948 et 22 août 1950 fixant le régime de pension de retraite des marins du commerce, n° 10446. — Le 13 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 9867) portant ratification de la « Convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires », conclue à Oslo le

10 juin 1947, n° 11195. — Le 16 novembre 1955, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à valider les services accomplis par les Français dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 ainsi que ceux qu'ils ont dû accomplir, sous l'empire de la contrainte, dans l'armée allemande, n° 11895.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes* [15 novembre 1951] (p. 8039, 8040); *le retire* (p. 8041); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 34 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer la majoration de 15 0/0 des droits de quai* [4 avril 1952] (p. 1904). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative aux restrictions à la pêche à la morue [11 juillet 1952] (p. 3897). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 4401 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les pêches maritimes (Aide à la flotte de pêche)* [15 novembre 1952] (p. 5278); *le retire* (p. 5280); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 8412 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Inscription maritime (Remise en état du navire océanographique « Théodore-Tissier »)* [12 novembre 1953] (p. 5006); *Demande de rétablissement des crédits, présentée par M. Ramarony, pour la subvention à l'Institut des pêches* (p. 5006); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 23 sexiès : *Son amendement (Application de l'article 274 du Code général des impôts aux armateurs et consignataires de navires)* [6 juillet 1954] (p. 3215); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

pour 1955; MARINE MARCHANDE : *Déplore l'absence du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [6 décembre 1954] (p. 5880); en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Situation des gardes maritimes; navire océanographique « Théodore-Tissier; écoles d'apprentissage maritime de Nantes, de Concarneau, de Boulogne et d'Audierne; école nationale de la marine marchande de Saint-Malo; taux des taxes spéciales instituées au profit de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes* (p. 5882 et suiv.); Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction (Situation des gardes maritimes et des syndicats des gens de mer)* (p. 5897); *la retire* (p. 5898); Chap. 44-01 : *Subvention aux pêches maritimes, sa demande de disjonction* (p. 5905); *Son article additionnel : Assimilation aux entreprises exportatrices des entreprises d'armement assurant des transports contre paiement en devises fortes* [8 décembre 1954] (p. 5963, 5964); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Construction d'un paquebot pour l'Atlantique Nord* [30 décembre 1954] (p. 6987); Art. 5 relatif au régime des pensions des marins, veuves et orphelins : *Demande de disjonction de M. Signor* (p. 6991, 6992); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955; I. — Etat A, Chap. 31-01 : *Rappel au règlement de M. Faraud (Présentation des observations et amendements sur les chapitres auxquels ils se rapportent)* [9 décembre 1954] (p. 5982); — du projet de loi relatif à la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce; Article unique : *Amendement de M. Cermolacce (Dégrèvement, pour les pêcheurs artisans, de la taxe de péage)* [17 mai 1955] (p. 2803). — *Demande des pouvoirs d'enquête pour la Commission de la marine marchande et des pêches (Exploitation de la ligne maritime Bordeaux—Casablanca)* [26 octobre 1955] (p. 5277).

FELICE (M. Pierre de), Député du Loiret (R.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216),